Réunion du jeudi 9 décembre 2021

Saint-Rémy-lès-Chevreuse

PRESENTS :

Avec voix délibérative

- M. ROUHAUD Bonnelles
- M. QUINIO Boullay-les-Troux
- M. LE SAULNIER Bullion
- M. VERSEUX Communauté Paris Saclay
- M. HOUILLON CASQY
- M. GISQUET CC Cœur d'Yvelines
- M. BERQUET CA Versailles Grand Parc
- M. SEIGNEUR CC Haute Vallée de Chevreuse
- M. PASSET Cernay-la-Ville
- M. DUPONT Châteaufort
- Mme HERY LE PALLEC Chevreuse
- Mme VERGNE Choisel
- M. BARDIN Clairefontaine-en-Yvelines
- Mme CABRIT Conseil régional Ile-de-France
- Mme DUCROHET Conseil régional Ile-de-France
- Mme SENEÉ Conseil régional Ile-de-France
- Mme PALMER Dampierre-en-Yvelines
- Mme DUVAL Fontenay-les-Briis
- Mme COLLINO Forges-les-Bains
- Mme BRILHAC Gambais
- M. BOURNAT Gif-sur-Yvette
- M. CHABOCHE Grosrouvre
- M. DOUBROFF Hermeray
- M. BOYE Jouars-Pontchartrain
- M. ALLIRAND La Queue-lez-Yvelines
- Mme CLEMENT COURDIER Le Mesnil-Saint-Denis
- M. FOURNIER Le Tremblay-sur-Mauldre
- M. TEMOIN Les Bréviaires
- Mme COURNOT Les Essarts-le-Roi
- M. LUBRANESKI Les Molières
- M. GUYARD Magny-les-Hameaux
- M. LOMMIS Mareil-le-Guyon
- Mme METREAU Montfort l'Amaury
- Mme PIGASSE Poigny-la-Forêt
- Mme HOLVECK Saint-Forget
- Mme VACHER Saint-Rémy-l'Honoré
- M. BAVOIL Saint-Rémy-lès-Chevreuse
- M. BENMUSSA Senlis
- M. POULON Sonchamp
- M. VIVAT Vaugrigneuse

Ainsi que :

Mme ARNOULD (Chevreuse), M. BRUNEL (Fontenay-les-Briis), M. ROMIEN (Gif-sur-Yvette), M. GILBERT (Bures-sur-Yvette), M. PANOT (Dourdan), Mme GIOBELLINA (Union des Amis du Parc), M. BONNEMYE (CMA).
Et l'équipe du Parc.

Absents excusés :

- Mme KARA Auffargis
- Mme DARCOS Conseil départemental de l'Essonne
- M. BAX DE KEATING Conseil départemental des Yvelines
- M. GARESTIER Conseil départemental des Yvelines
- Mme ROSETTI Conseil départemental des Yvelines
- M. LEBRUN Conseil départemental des Yvelines
- Mme PIGANEAU Conseil régional Ile-de-France
- M. VIGIER Conseil régional Ile-de-France
- M. ARTORE Courson-Monteloup
- M. CAZANEUVE Gambaiseuil
- M. EGEE Le Mesnil-Saint-Denis
- M. BASTIERE Le Perray-en-Yvelines
- Mme ORAIN Lévis-Saint-Nom
- Mme CARRICO Longvilliers
- M. CHANCLUD Longvilliers
- M. PRATZ Méré
- M. RAPHAEL Méré
- Mme MERELLE Rochefort-en-Yvelines
- M. VERCRUYSSSE Saint-Forget
- M. BEDOUELLE Saint-Lambert-des-Bois
- M. AMOSSE Vieille-Eglise-en-Yvelines
- M. DELAITRE Pecqueuse
- Mme ROSSI-JAOUEN CESER

Pouvoirs :

M. AMOSSE	à	M. DUPONT
M. ARTORE	à	M. POULON
M. CAZANEUVE	à	M. LOMMIS
Mme DARCOS	à	M. BOURNAT
M. GARESTIER	à	M. LE SAULNIER
M. HOUILLON	à	M. GUYARD (après son départ)
M. LEBRUN	à	Mme CABRIT
Mme MERELLE	à	Mme CABRIT
M. PRATZ	à	M. FOUNIER
Mme ROSETTI	à	M. TEMOIN
M. VIGIER	à	M. VERSEUX

1. Désignation d'un secrétaire de séance

Jean Christophe ROUHAUD est désigné secrétaire de séance

2. Approbation du compte-rendu du Comité syndical du 29 septembre 2021

Adopté à l'unanimité

3. Décision modificative

La Décision modificative est composée d'ajustements comptables entre articles en section de fonctionnement et d'investissement. Ces écritures ne modifient pas l'équilibre budgétaire du BP 2021.

- Afin de régulariser les écritures des certificats d'économie d'énergie en raison d'une émission de titre à tort aux communes pour un montant de 138 541,84 euros en 2020 et de régulariser une erreur de montant titrée au SIAHVY pour 25 141,01 euros en 2020, une ligne au 673 est créée à hauteur de 163 682,85 euros
- Afin de régulariser les frais de la ligne de trésorerie, une ligne au 6615 est créée à hauteur de 657,53 euros
- Afin de régulariser une recette de 64,92 euros non perçue sur l'exercice 2015 concernant la résiliation de la ligne des Hauts Besnières avec SFR, une ligne au 6817 est créée à hauteur de 9,74 euros pour provisionner les créances douteuses à hauteur de 15% de la somme
- Pour régulariser des trop perçus de l'Agence de l'Eau sur les exercices 2017 et 2018 pour des actions non réalisées en totalité pour un montant total de 17 632 euros et de régulariser un avoir d'Ineo sur l'exercice 2017 pour 92,81 euros, une ligne au 773 est créée à hauteur de 167 849,56 euros afin d'équilibrer la décision modificative en fonctionnement
- Afin de régulariser une subvention versée en 2012, pour l'aménagement d'un bâtiment d'accueil à l'Espace Rambouillet, pour laquelle l'amortissement n'a pas été pris en compte sur 2013, une ligne au 2804411 et une ligne au 6811 sont créées à hauteur de 3 499,44 euros
- Afin d'équilibrer la décision modificative, une ligne au 020 est créée à hauteur de 3 499,44 euros

Des contrôles supplémentaires sont effectués par la trésorerie, c'est pourquoi les anomalies apparaissent cette année.

Ces écritures de régularisation sont nécessaires avant la mise en place prochaine de la nomenclature M57.

Adopté à l'unanimité

4. Règlement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2022

L'article 15 de la loi du 5 janvier 1988 autorise à mandater les dépenses d'investissement dès le 1er janvier jusqu'à la date du vote du Budget primitif dans la limite de 25% de crédits d'investissement du budget de l'année précédente.

Afin de permettre le mandatement des dépenses d'investissement effectuées avant le vote du budget primitif 2022, il est proposé au Comité syndical d'approuver les ouvertures de crédits suivants :

Chapitre	Crédits ouverts en 2021	Crédits autorisés 2022	Comptes concernés
Chapitre 20	2 949 168,97	737 292,24	2031, 2032, 2041481, 2041482, 2041581, 2041582, 20421, 20422, 2051
Chapitre 21	2 779 166,44	694 791,61	2128, 2135, 2148, 2158, 2181, 2182, 2183, 2184, 2188
Chapitre 23	420 242,24	105 060,56	2313, 2317, 2318
Chapitre 45	264 812,45	66 203,11	45818

Adopté à l'unanimité

5. Election des représentations extérieures

Suite au renouvellement des élus régionaux et départementaux, il convient de remplacer les membres du Comité syndical qui auront à assurer la représentation du Parc dans les instances suivantes :

- Fédération des Parcs : 1 titulaire : Madame Anne CABRIT
- Commission départementale (78) de la nature, des paysages et des sites : 1 titulaire : Monsieur Dominique BAVOIL et 1 suppléant Madame Anne CABRIT
- Commission Locale de l'Eau Orge Yvette : 1 titulaire : Monsieur Dominique BAVOIL
- Commission Locale de l'Eau Nappe de Beauce : 1 titulaire : Monsieur Frank POULON
- Comité des Réserves Naturelles de France : 1 titulaire : Monsieur Jean Christophe ROUHAUD

Par ailleurs, deux nouvelles instances ont sollicité le Parc pour des représentants :

- Comité régional de la Biodiversité : 1 titulaire : Monsieur Jean Luc TEMOIN
- Essonne Tourisme : 1 titulaire : Monsieur Frank POULON

Adopté à l'unanimité

6. Résiliation de la convention Ville-Porte avec Neauphle-le-Château

La commune de Neauphle-le-Château a effectué une demande de résiliation de la convention « Ville-Porte » signée avec le Parc en 2014 (voir convention en annexe). La commune a délibéré dans ce sens le 6 décembre 2021. La résiliation sera effective au 31 décembre 2021. Il est demandé aux membres du Comité de prendre acte de cette décision.

Pour rappel, les conventions « Ville-Porte » en cours concernent les communes de Dourdan, Bures-sur-Yvette et Saint-Arnoult-en-Yvelines. Des conventions « Commune associée » ont été signées avec les communes de Gometz-le-Châtel et Saint-Maurice-Montcouronne.

Adopté à l'unanimité

7. Modification du Guide des Aides : Révision du chapitre *Agriculture*

Les commissions *Agriculture* et *Biodiversité Environnement* proposent une révision complète des aides du chapitre 12 « Agriculture » du Guide des Aides du Parc. Il s'agit de supprimer les aides déjà existantes par ailleurs et d'ajouter des aides plus pertinentes à destination des structures équestres et des exploitants agricoles.

Les aides à destination des exploitants agricoles se déclinent en quatre rubriques : élevage / bâtiment, maraîchage, circuits-courts et nature / environnement. Les aides pour les structures équestres portent sur la biodiversité, le paysage, les prairies et la gestion de l'eau. L'ensemble des aides est détaillé dans l'annexe.

Présentation de Flore LENGLET, nouvelle chargée de mission agriculture.

Il est précisé qu'il y a une charte graphique pour la signalétique.

Il a été demandé à la Chambre d'agriculture de communiquer sur le guide des aides du Parc.

M LOMMIS : les communes doivent être consultées lorsqu'il y a des demandes d'agriculteurs ou de centres équestres. Il faut mettre l'accent sur l'élevage et les circuits courts.

Il faut également consulter les communes sur la gestion de l'eau. Parfois ça peut être une contrainte pour la commune.

Le Parc s'assure qu'une autorisation administrative a été demandée par le bénéficiaire.

Volonté d'une meilleure intégration des agriculteurs et des éleveurs sur le Parc.

Le Parc va travailler avec eux pour qu'ils adoptent de nouvelles pratiques.

Les aides en faveur de l'élevage ne visent pas seulement l'élevage équin.

Le label EquuRES est une garantie pour les communes.

Les aides du Parc sont complémentaires aux aides de la Région et du département.

Une communication spécifique va être développée à destination des agriculteurs pour leur faire connaître ces nouvelles aides.

Adopté à la majorité – 1 abstention

8. Modification du Guide des Aides : création d'une aide à la création d'équipements de services vélo innovants ou expérimentaux

Les objectifs sont de : « *Développer et promouvoir les transports alternatifs à la voiture individuelle* » (objectif opérationnel n°19 de la charte 2011-2026) en accompagnant les collectivités et les porteurs de projets au développement de services en faveur des déplacements cyclables. Il s'agit aussi de répondre à l'une des missions fondamentales du Parc : l'innovation, en favorisant l'émergence de projets exemplaires et nouveaux.

Création d'équipements de services vélo innovants ou expérimentaux

Taux : 50% (basé sur le taux de l'aide 15.1 pour « l'acquisition d'appuis vélos par les communes ou les intercommunalités »)

Bénéficiaires : collectivités, associations, entreprises (en partenariat avec la commune concernée)

Plafond maximum : 8 000 € (Ce montant est proposé sur la base d'estimations à partir de projets existants qui s'élevaient à environ 15 000 €)

Critères d'éligibilité :

- Le projet devra revêtir un **caractère innovant ou expérimental** (mobilier sur mesure, utilisation de matériaux écologiques et/ou locaux, projet participatif avec les habitants, etc.)
- Une réflexion devra être menée quant à **la localisation du projet** (en lien avec le réseau cyclable existant, à proximité des commerces et des équipements, etc.)
- Le projet devra s'intégrer au mieux à son site d'implantation en revêtant un caractère particulièrement **qualitatif d'un point de vue paysager** (mobiliser en bois, aspect sobre, végétalisation du site, aménagement paysager, etc.)

Ces aides concernent également les VAE

Adopté à l'unanimité

9. Modification du règlement d'attribution du Guide des Aides

Le règlement d'attribution du Guide des Aides a été modifié en 2020. Toutefois, il s'avère que le chapitre « C » lié aux demandes de versements nécessite des ajustements et ajouts.

Tout d'abord sur les délais de demande de versement :

Actuellement, le règlement d'attribution du Guide des Aides indique un délai de six mois pour que le bénéficiaire envoie sa première demande de versement au Parc. Mais ce délai n'est pas toujours cohérent au regard des autorisations administratives préalables à solliciter ou des contraintes techniques. Aussi, il est proposé de repousser ce délai à un an au terme duquel la subvention sera caduque. Une prolongation d'un an supplémentaire pourra être accordé sur la base d'un courrier motivé du bénéficiaire.

Ensuite, au sujet du calendrier de démarrage des travaux :

En effet, même si cela est récurrent dans les processus d'attribution d'aides, il semble pertinent de rappeler que pour des aides portant sur des travaux, ces derniers ne peuvent commencer qu'après réception de la notification d'attribution du Parc.

Il est donc proposé la réécriture suivante de ce chapitre :

C – les demandes de versement

1 – Les délais

Les bénéficiaires d'aides peuvent solliciter plusieurs versements, par un système d'acomptes et de solde. La première demande de versement doit intervenir dans un délai d'un an ~~et la demande de solde dans un délai de 12 mois (aide relevant du fonctionnement) à 24 mois (aide relevant de l'investissement)~~, à compter de la date de notification d'attribution de la subvention. Il est possible de proroger ce délai d'un an supplémentaire sur la base d'un courrier adressé au Parc dûment motivé.

2 – Le dossier de demande de versement

Le bénéficiaire de l'aide doit remplir le formulaire annexé au présent guide. Un exemplaire lui sera adressé avec la notification d'attribution. Les demandes d'acompte et de solde s'effectuent à partir du même modèle. Le formulaire de demande de versement doit s'accompagner d'une copie des factures certifiées payées par le bénéficiaire.

Lorsque l'aide du Parc porte sur des travaux, la demande de versement doit être précédée soit par un dossier descriptif avec photo de la réalisation, soit par une visite de fin de travaux effectuée par un technicien du Parc. Il est par ailleurs rappelé que les travaux doivent débuter après la réception du courrier de notification du Parc ; dans le cas contraire, l'aide ne sera pas accordée.

Il n'est pas possible de conditionner l'aide du Parc à l'accord du Maire. Toutefois, le Maire est toujours informé de l'aide attribuée.

Adopté à l'unanimité

10. Validation des aides attribuées par la commission *Architecture, Urbanisme et Paysage* du 30 novembre 2021

Demande de subvention de la commune de Vaugrigneuse :

Suite au Plan Paysage et Biodiversité des Versants de la Rémarde, la commune de Vaugrigneuse a souhaité réaliser un projet de revalorisation du paysage sur les franges du village. Différentes plantations sont envisagées : réalisation d'un verger communal autour des terrains de sport à l'entrée Ouest, plantation d'une haie à l'entrée Sud, fleurissement durable à l'entrée Nord et dans un hameau, et plantation d'un

arbre dans la cour de l'école. La commune sollicite donc une subvention du Parc naturel au titre des « Travaux de mise en valeur paysagère des espaces publics » (aide 2.3) pour financer la fourniture et la plantation de ces végétaux.

- Coût prévisionnel de l'opération 18 751.80€ HT
- Subvention du PNR : 11 251 €

Demande de subvention de la commune de Magny-les-Hameaux

La commune de Magny-les-Hameaux a pour projet de planter une haie aux abords du nouveau local de pétanque, afin de masquer un vis-à-vis et de rendre cet espace plus qualitatif. Une vingtaine d'arbustes d'essences locales seront plantés. La commune sollicite donc une subvention du Parc naturel au titre des « Travaux de mise en valeur paysagère des espaces publics » (aide 2.3) pour financer la fourniture de ces végétaux. La plantation sera réalisée par les services techniques.

- Coût prévisionnel de l'opération 1 254.20 € HT
- Subvention du PNR : 752,50 €

M VIVAT précise qu'il est judicieux de distinguer ce qui peut être fait en interne par la commune ou ce qui doit être délégué à une entreprise en fonction de sa taille.

M LOMMIS regrette que ce type de projet bénéficie de subvention du Parc, cela devrait être pris en charge naturellement par la commune. Il s'interroge sur le fait de savoir si compte tenu du montant alloué, cela ne coûte pas plus cher en frais de gestion.

Ces aides sont des déclinaisons des PPB, il est normal qu'elles soient encouragées auprès des communes.

Les communes concernées, Magny et Vaugrigneuse, ne prennent pas part au vote

Adopté à la majorité – 1 vote contre

11. Validation des aides attribuées par la commission *Education à l'environnement et au territoire* du 30 novembre 2021

Ecole primaire de Poigny-la-Forêt

Dans le cadre de l'action engagée par la commune, les trois classes de l'école primaire de Poigny-la-Forêt, sollicitent l'aide du Parc pour engager une action visant à sensibiliser les élèves à la biodiversité. Cette sensibilisation se fera au travers d'actions menées dans le jardin pédagogique mis en place au sein de l'école et dans la forêt voisine.

Projet	Niveau	Effectifs	Montant subvention (T.T.C.)
Classe de Mme DRECQ	PS-MS-GS	25	495 €
Classe de Mme LORIOT	CP-CE1-CE2	24	495 €
Classe de Mme MANIKIAN	CE2-CM1-CM2	24	495 €
TOTAL pour l'école			1485 €

Collège Pierre de Coubertin à Chevreuse

Dans le cadre du nouveau projet d'établissement axé sur le développement durable et la sensibilisation à la nature, le collège a prévu de nombreuses actions telles que la protection des espaces verts pour la préservation de la biodiversité, la mise en place d'un éco-pâturage, la création d'un poulailler dans une logique de recyclage alimentaire, la création d'un micro verger et d'un potager écologique. C'est sur cette dernière action, qui impliquera une trentaine d'élèves volontaires (éco délégués, élèves Ulis et autres)

que le Parc est sollicité. La subvention contribuera au financement des interventions d'une association mobilisée pour la mise en place du jardin. Le projet global étant par ailleurs co-financé par le CD78 et l'Agence Erasmus+.

Enseignant responsable du projet	Niveau	Effectifs	Montant subvention (T.T.C.)
M. ROMIEN	Elèves volontaires de la 6 ^{ème} à la 3 ^{ème} (éco-délégués, élèves Ulis et autres volontaires)	30	500 €

Ecole maternelle de Bullion

La demande de financement concerne 2 classes de maternelles. Les enseignantes souhaitent développer chacune un projet de découverte de la nature proche de l'école. Menant déjà un travail de fond sur l'année, elles souhaitent pouvoir bénéficier d'interventions ciblées pour approfondir avec un animateur nature la découverte des arbres et des grands animaux. C'est Solen Boivin, guide de Parc, qui accompagnera les classes pour les sorties en forêt au fil des saisons. La participation financière du Parc contribuera au financement des interventions pédagogiques ainsi qu'à l'achat de matériel d'observation permettant aux enseignantes de mener des actions en autonomie tout au long de l'année.

Projet	Niveau	Effectifs	Montant subvention (T.T.C.)
Classe de Mme REBMANN	MS	27	400 €
Classe de Mme STERIN	GS	19	400 €
TOTAL pour l'école			800 €

Les communes concernées, Chevreuse, Bullion et Poigny, ne prennent pas part au vote.

Adopté à la majorité – 1 vote contre

12. Validation des aides attribuées par la commission Développement économique et Energie du 30 novembre 2021

Aide 5.5 – rénovation de l'éclairage public et mise en place de l'extinction nocturne

Le Tremblay-sur-Mauldre

Remplacement en urgence de 38 lampes (sodium et IM et ballon fluo) pour mise aux normes et dépose des spots éclairant l'église. L'armoire est en défaut et la commune est plongée dans le noir depuis plusieurs mois.

Lampes Led 46W 2700K 5400 lumens

- Coût des travaux : 3 664 € HT
- Montant de l'aide du Parc (70%) = 2 564,80 €

Aide 5.5 – rénovation de l'éclairage public

Le Mesnil-Saint-Denis

Remplacement de 25 lanternes vétustes. Lanternes de style Led sans vitrage 54W 3000K.

- Coût des travaux : 11 331,25€ HT
- Montant de l'aide (70%) = 7 931,875€

Aide 5.5 – rénovation de l'éclairage public et mise en place de l'extinction nocturne

Boullay-les-Troux

Remplacement de 18 lanternes boules – extinction en cours à 00h

Lanternes type Buzz 45W

- Coût des travaux : 11 761,20€ HT
- Montant de l'aide (70%) = 8 000€ (plafond)

Il est demandé que le Parc puisse produire un état des aides versées sur chaque commune.

Attention les aides du Parc ne sont pas que financières, il y a également tout l'accompagnement technique.

Pourquoi accepter un seuil à 3000K ?

Après discussion avec les services du Parc la commune va essayer de se rapprocher des préconisations du Parc (2700K).

Les trois communes concernées ne prennent pas part au vote.

Adopté à l'unanimité

13. Attribution d'une aide financière à la commune de Saint-Rémy-lès-Chevreuse pour la réalisation d'un bornage contradictoire dans le cadre d'un diagnostic des ruissellements des eaux

La commune de St-Rémy-lès-Chevreuse est fortement impactée par des inondations provenant du ruissellement d'eau lors des orages de printemps-été. L'effondrement de la digue RATP en 2018 a été l'élément déclencheur d'études visant à retenir l'eau sur le plateau de Ragonant. Le Parc s'attache à recourir au maximum aux solutions fondées sur la nature, c'est-à-dire et en résumé, à utiliser les reliefs, la végétation, les sols, et plus généralement les écosystèmes naturels, pour augmenter la rétention, l'infiltration, l'absorption.

Les nombreuses propositions du PNR et de la commune n'ont pas encore pu se concrétiser à cause du refus des propriétaires des terrains agricoles sur le plateau.

Depuis cet été, la mission *Nature Environnement* a proposé de nouveaux aménagements situés exclusivement sur les parcelles communales. Afin de pouvoir les dimensionner, il est nécessaire de connaître l'emprise exacte des parcelles communales

Objectifs

Pouvoir délimiter l'emprise cadastrale sur le terrain des aménagements de lutte contre le ruissellement.

Détail des travaux

Bornage contradictoire des limites entre les chemins communaux et les parcelles agricoles adjacentes, d'après plans, recherches d'archives, recherche de bornes et repères existants. Implantation des limites rétablies sur le terrain et établissement d'un plan au 1/500^{ème} et d'un procès-verbal de rétablissement des limites.

- Coût total de l'opération : 4 400 € HT
- Coût HT pour le Parc (80%) : 3 520 €
- Coût HT restant à la charge de la commune (20%) : 880 €

La commune de St Rémy-lès-Chevreuse ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité

14. Demande de subvention de « droit commun » à la Région Île de France pour la gestion et l'animation des deux réserves naturelles régionales Etangs de Bonnelles et Val et coteau de Saint Rémy

Le Parc naturel régional est cogestionnaire avec les communes des réserves naturelles régionales (RNR) « Val et coteau de Saint-Rémy » à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et « Etangs de Bonnelles » à Bonnelles.

Deux ingénieurs territoriaux du syndicat mixte du PNRHVC assurent les missions de gestion conservatoire de ces RNR, à hauteur de 50 jours ETP par an pour la réserve régionale des Etangs de Bonnelles et 50 jours pour la réserve régionale Val et coteau de Saint Rémy.

Le suivi et les inventaires de la biodiversité des RNR nécessitent du matériel technique : 2 pièges photographiques, un appareil photo.

L'une des missions prioritaires des gestionnaires des réserves naturelles régionales est l'animation pédagogique in situ du grand public et des scolaires. Cette action nécessite de s'équiper de matériels pédagogiques adaptés : livres, droits d'utilisation de l'application « EXPLORAMA » qui permet d'accompagner les visiteurs des réserves, consommables pour les outils pédagogiques.

Un véhicule dédié est également nécessaire pour les déplacements des agents du Parc, au quotidien comme pour les événements et animations dans les réserves.

Il est donc proposé au comité syndical de délibérer pour autoriser la Présidente à demander une subvention de « droit commun » dans le cadre de la délibération CR71-73 de la Région Île-de-France, qui permet une aide financière de 70% en fonctionnement comme en investissement. Le total des dépenses prévisionnelles s'élève à 59 000 €, pour une aide attendue de 41 300 € représentant 70% des dépenses.

[Adopté à l'unanimité](#)

15. Mise en œuvre du Plan de relance pour les prairies patrimoniales

Le territoire du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse connaît depuis les années 1970 une déprise pastorale, comme l'ensemble de la Région Île-de-France. Ce phénomène s'est traduit par l'enrichissement et la disparition progressive des milieux ouverts notamment humides au profit de la forêt. Outre l'impact paysager majeur affectant ces espaces, la déprise agricole s'est également accompagnée d'une régression sensible de la diversité écologique des prairies qui abritent pourtant une part considérable du patrimoine naturel remarquable du Parc (habitats, flore, oiseaux, insectes...).

De 1995 à 2000, le Parc a conduit une action expérimentale d'entretien des fonds de vallées humides par pâturage extensif dans le cadre du programme national de recherche et de démonstration sur la gestion éco-pastorale de la biodiversité (réseau E.S.P.A.C.E. / Entretien des Sites à Préserver par des Animaux rustiques Conduits en Extensif). L'expérience se poursuit aujourd'hui, et le recul est riche d'enseignements, tant au niveau de la plus-value patrimoniale en biodiversité et en paysage, qu'en termes de pratique de gestion. De nombreuses prairies bénéficient aujourd'hui de ce mode de gestion.

Depuis 2003, le PNR s'est par ailleurs engagé dans une démarche partenariale auprès des propriétaires fonciers, des éleveurs et des propriétaires d'animaux rustiques. L'opération a pour objectif général de permettre la restauration des prairies reconnues d'intérêt patrimonial pour le territoire, puis leur préservation par pâturage extensif couplé à des interventions de gestion de la végétation (broyage, fauche).

Globalement, ce programme a permis la restauration de 92 ha de milieux ouverts sur le territoire du Parc naturel avec 83% (78 ha) des surfaces concernant des prairies ou milieux humides et 17% (16 ha) des prairies mésophiles. Le PNR intervient de 3 manières différentes sur ces projets :

- Soit par la prise de maîtrise d'ouvrage auprès du propriétaire (Commune, Privés, Etat) : 13 projets pour 64 ha ;
- Soit en assurant le rôle de maître d'œuvre : 10 projets pour 24 ha qui concernent essentiellement les Réserves naturelles régionales ;
- Soit en tant que propriétaire d'un unique site : la prairie de la Gravelle (11ha).

Ces restaurations concernent des habitats d'intérêt patrimonial fort classés et reconnus comme tel à travers : l'inventaire des ZNIEFF d'Ile-de-France, les sites de biodiversité de la charte du Parc naturel, les Réserves naturelles régionales et la nouvelle réserve naturelle nationale des Etangs et rigoles du roi Soleil. De plus, il participe au renforcement de la trame verte et bleue inscrite au Schéma régional de cohérence écologique plus spécifiquement pour les sous-trames herbacée et bleue (renforcement du réseau de mares). Ce programme s'intègre également dans les objectifs du plan régional d'actions en faveur des papillons de jour d'Ile-de-France en cours de rédaction par l'OPIE.

Ce programme d'actions vise la réalisation d'interventions écologiques sur 11 sites de milieux ouverts restaurés par le Parc naturel à travers :

- Des travaux pluriannuels de restauration écologique sur des habitats patrimoniaux et les cortèges de faune et de flore remarquables ;
- Des opérations de lutte contre le boisement spontané ;
- Le renforcement du réseau de mares de la sous-trame bleue.

Les 11 sites de ce programme s'intègrent pleinement dans les politiques de connaissance et de conservation portées par la DRIEE Ile-de-France puisque sont concernés : un site NATURA 200, une réserve naturelle nationale, 2 réserves naturelles régionales et 8 ZNIEFF de type I.

Adopté à l'unanimité

16. Mise en œuvre du programme d'Atlas de la biodiversité communale

Le patrimoine naturel constitue réglementairement, avec le patrimoine culturel et paysager, le socle de base pour le classement des communes en parc naturel régional. La Charte 2011-2023 du PNRHVC place ainsi en enjeu majeur la connaissance, la valorisation, la conservation et la protection de la biodiversité et de la trame verte et bleue. Lors de la publication de l'appel à projets de l'Office Français de la Biodiversité « Observatoire de la biodiversité communale 2021 » dans le cadre du Plan de Relance France, le Parc a saisi l'opportunité offerte aux PNR de porter un atlas de la biodiversité pour le compte de ses communes signataires.

La candidature du PNRHVC a été retenue pour un montant de 377 470 €, comprenant le développement et la mise en place d'un outil d'information et de partage de la connaissance naturaliste et de ses zonages à destination des 53 communes ; l'animation et la mise en œuvre d'un atlas de biodiversité communale pour 10 de ces communes.

Le Parc a ensuite proposé par courrier aux 53 communes de candidater pour faire partie des 10 atlas de biodiversité communale. Seize communes ont candidaté : Grosrouvre, Jouars-Pontchartrain, Saint-Rémy-l'Honoré, Hermeray, Poigny-la-Forêt, le Perray-en-Yvelines, Rambouillet, les Bréviaires, Chevreuse, Choisel, Dampierre-en-Yvelines, Magny-les-Hameaux, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, les Molières, Bullion, Rochefort-en-Yvelines.

Les 10 communes lauréates ont été désignées parmi ces 16 candidatures, à raison de deux communes par Plan Paysage et Biodiversité ; par tirage au sort pour les cas où plus de deux communes se sont portées candidates par Plan Paysage et Biodiversité ; par tirage au sort si un Plan Paysage et Biodiversité comptait

moins de deux communes candidates afin d'obtenir au total dix communes lauréates : Grosrouvre, Jouars-Pontchartrain, Saint-Rémy-l'Honoré, Hermeray, les Bréviaires, Chevreuse, Magny-les-Hameaux, les Molières, Bullion, Rochefort-en-Yvelines.

Il est proposé au comité syndical une délibération qui :

- Entérine les communes lauréates ;
- Autorise sa Présidente à engager les contrats de marchés publics nécessaires à la mise en œuvre de ce programme d'atlas de la biodiversité communale dans le cadre budgétaire, arrêté par convention entre le PNR et l'Office Français de la Biodiversité, de 377 470 € ;
- Autorise sa Présidente à procéder au recrutement d'emplois en service civique, à raison de l'équivalent d'un emploi en service civique à temps plein durant les deux années de mise en œuvre des atlas de biodiversité communale ;
- Autorise sa Présidente à engager toutes les démarches, en particulier, partenariales, contractuelles, réglementaires, nécessaires à la mise en œuvre de ce programme.

Madame DUVAL : quelle est la durée de la mise en place de l'Atlas de la biodiversité ?

2 ans et il y aura d'autres appels à projet qui permettront à d'autres communes de postuler.

Adopté à l'unanimité

17. Travaux de renaturation de la rivière Aulne à Bullion

Le Parc naturel régional a répondu dès 2010 aux attentes de l'Etat, de l'Agence de l'Eau et de la Région Île de France en matière de renaturation des cours d'eau dans le cadre des politiques de restauration de la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue et de lutte contre les inondations. L'Aulne, dans un tronçon compris entre la RD132 jusqu'à la station d'épuration de Bullion, a fait l'objet d'études et de diagnostic démontrant l'intérêt général de restaurer son cours pour améliorer son fonctionnement écologique et diminuer le risque inondation. La mission de maîtrise d'œuvre de conception réalisée en maîtrise d'ouvrage du PNR permet aujourd'hui de proposer la réalisation des travaux nécessaires.

Leur montant prévisionnel s'élève à 1 380 845 € HT. Leur réalisation est programmée pour l'automne hiver 2022.

Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec Rambouillet Territoires, détenteur de la compétence GEMAPI, au travers d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Les subventions attendues de l'Agence de l'Eau sont de 80%, soit 1 104 676 €. Il est proposé au comité syndical une délibération pour autoriser ces travaux, et la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires à l'obtention des subventions.

L'AESN pourrait porter sa subvention à 90 %

Adopté à l'unanimité

18. Travaux de renaturation de la rivière Mérantaise à Châteaufort

Le Parc naturel régional a répondu dès 2010 aux attentes de l'Etat, de l'Agence de l'Eau et de la Région Île de France en matière de renaturation des cours d'eau dans le cadre des politiques de restauration de la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue et de lutte contre les inondations. La Mérantaise, dans un

tronçon compris entre l'amont des Prés Bicheret et le moulin des Vassaux, a fait l'objet d'études et de diagnostic démontrant l'intérêt général de restaurer son cours pour améliorer son fonctionnement écologique et diminuer le risque inondation. La mission de maîtrise d'œuvre de conception réalisée en maîtrise d'ouvrage du PNR permet aujourd'hui de proposer la réalisation des travaux nécessaires. Leur montant prévisionnel s'élève à 885 075 € HT. Leur réalisation est programmée pour l'automne hiver 2022.

Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec le SIAHVY, exerçant de la compétence GEMAPI, au travers d'une Entente réglementaire.

Les subventions attendues de l'Agence de l'Eau sont de 80%, soit 708 060 €. Il est proposé au comité syndical une délibération pour autoriser ces travaux, et la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires à l'obtention des subventions.

[Une visite sur site sera proposée aux élus pour prendre connaissance des travaux de renaturation.](#)

[Adopté à l'unanimité](#)

19. Convention de prestations pédagogiques avec Caroline Widmer

Afin de répondre au mieux aux nombreuses demandes d'interventions scolaires reçues par le Parc, il est proposé de recourir aux services de Caroline Widmer pour la réalisation de prestations pédagogiques à l'attention des scolaires et de groupes constitués. Les interventions pédagogiques sont prévues sur le territoire des communes du Parc et sont axées sur la découverte des milieux naturels et de la biodiversité pour un public scolaire ou des groupes constitués. En relation avec le service Education du Parc et pour les groupes dont elle a la charge, Caroline Widmer s'engage à préparer les interventions pédagogiques (reconnaissance de terrain, création de supports pédagogiques, ...) et prendre en charge l'organisation et la réalisation des animations sur la découverte des milieux naturels et de la biodiversité.

- Volume plafonné à 40 demi-journées d'interventions sur la durée de la convention (1 an).
- Montant unitaire de la prestation (T.T.C.) : 260 €

[Adopté à l'unanimité](#)

20. Avenant à la convention avec Etudes et Chantiers – chantiers d'été 2021

Dans le cadre de la convention annuelle de partenariat entre le PNR et Etudes et Chantiers Ile-de-France, deux chantiers de jeunes bénévoles internationaux ont été organisés durant l'été 2021. Le chantier PNR2 s'est déroulé normalement du 10 au 24 août sur la commune de Rochefort-en-Yvelines (dégagements et mise en valeur des ruines du château médiéval).

Pour la zone nord du Parc – le chantier PNR1 a bien été organisé du 13 au 27 juillet sur la commune de Châteaufort. Mais, compte tenu de nombreux désistements de dernière minute dans les bénévoles, le chantier a ouvert avec seulement 4 adolescents sur les 12 places prévues. Suite à la demande des bénévoles d'être réorientés sur un autre chantier, il a été convenu conjointement par le PNR, Etudes et Chantiers et la commune de Châteaufort que le chantier ne pouvait pas se dérouler comme prévu initialement. Il a donc été annulé dès le 16 juillet 2021, après seulement 3 jours d'activité.

Le présent avenant a pour but de modifier la convention initiale et notamment le coût global d'intervention des chantiers de l'été 2021 à savoir :

Pour pallier le désistement préjudiciable à la commune de Châteaufort, Etudes et Chantiers a pu faire

réaliser les principaux travaux prévus (dégagement du bief du Moulin dors) au mois de septembre en faisant intervenir pendant 3 jours une équipe en insertion espaces verts. Le coût d'ensemble des interventions réalisées par Etudes et Chantiers durant l'été 2021 reste cependant moindre que celui initialement prévu dans la convention, et la participation financière du PNR au budget de ces travaux passe donc de 12 600 euros à 10 000 euros.

De plus, le PNR demande aux communes bénéficiaires une participation financière qui était de 1 000 euros répartis entre les deux communes de Châteaufort et de Rochefort. Suite à l'annulation du chantier de Châteaufort et compte tenu des frais déjà engagé par la commune (location de douches, nettoyage des locaux d'accueil...), il a été convenu que la participation communale n'avait plus lieu d'être.

L'article 10 de la convention est donc été modifié comme suit :

La participation financière du bailleur correspond à la mission d'organisation du chantier confiée à Etudes et Chantiers Ile-de-France, elle s'élève à 10 000 € (dix mille euros) répartis comme suit :

- *9500 € sur les fiches opérations F992P du BP 2020 et F1039 du BP 2021 ;*
- *500 € qui constituera une avance du PNR pour la part de l'aide financière qui incombe à la commune de Rochefort pour l'organisation du chantier PNR2.*

Il est proposé au Comité syndical d'autoriser la Présidente à signer cet avenant.

Adopté à l'unanimité

21. Convention de partenariat avec le Comité départemental de Randonnée pédestre des Yvelines – gestion des itinéraires de randonnée pédestre

L'offre de circuits de randonnées du PNR se développe années après années. Afin d'assurer correctement l'entretien et la veille sur son réseau de chemins balisés, le PNR a décidé d'engager un partenariat avec le CDRP78. Ainsi, à partir de 2022, celui-ci assurera par conventionnement, en lien avec le chargé d'études *Liaisons douces*, les missions de réfection du balisage, de dégagement et d'entretien des 131 kms de circuits PNR balisés. Le Parc versera une somme de 2 000 € à l'association la première année, puis de 1 600 € les années suivantes. La convention d'une durée de 3 ans sera renouvelable par reconduction expresse.

Il est proposé au Comité syndical d'autoriser la Présidente à signer cette convention.

Madame DUVAL : pourquoi cela ne concerne que les Yvelines ? Le Parc a des circuits en Essonne mais qui ne sont pas balisés.

Adopté à l'unanimité

22. Convention avec la Guide de Parc

Le Parc a pour ambition de faire connaître le territoire aux habitants et d'attirer un public toujours plus nombreux. Au travers de l'action de la Guide de Parc, il souhaite renforcer les actions de promotion, destinées à faire connaître les offres de sortie. La guide de Parc travaille en partenariat avec le Parc et poursuit un même objectif, celui de transmettre la passion du territoire aux facettes multiples.

L'objet de la convention est de fixer les obligations respectives des différentes parties, les modalités du soutien apporté par le Parc à la Guide de Parc : Solen BOIVIN pour l'organisation de sorties.

Adopté à l'unanimité

23. Convention avec l'association Makesense pour le Sprint Promo 2

L'objet de cette convention est de soutenir l'émergence de projets ESS (économie sociale et solidaire) sur le territoire du Parc naturel, avec la méthode SPRINT de l'incubateur de Makesense. L'objet de cette convention avec l'incubateur make_sense est de prolonger et conforter l'expérimentation d'accompagnement digital des porteurs de projets à impacts engagée en 2020 et 2021. Le pôle la Fabrik du PNR accompagnera en partenariat avec l'incubateur make_sense 8 porteurs de projets pour une deuxième promotion en 2022. L'appel à projets aura cours jusqu'au 20 décembre 2021.

Adopté à l'unanimité

24. Création de tarifs la boutique de la Maison du Parc : Composition produits locaux

La commission restreinte *Développement économique* propose de mettre en vente à la boutique de la Maison du Parc une composition de produits locaux sous forme de cabas.

Les cabas sont proposés par l'entreprise « Prends ton cabas Simone » que la commission accompagne depuis sa création et qui va recevoir l'aide du Projet Alimentaire Territorial. Nous aurons également dans ce panier gourmand : une confiture de « Bon et Rebond » (également présentée au PAT), ainsi que d'autres produits du Parc qui sont aujourd'hui vendus à l'unité à la boutique (miel, sirop, rillettes ou terrine, bière).

20 unités de ce cabas seront proposées dans un premier temps, au prix de 40 euros TTC.

Il est proposé de développer la communication pour que les communes puissent proposer les produits locaux notamment via leur CCAS.

Ces produits sont vendus à l'unité à la boutique du Parc.

Adopté à l'unanimité

25. Convention cadre avec le CIG Grande couronne pour la mise à disposition d'un agent en vue de la réalisation d'une mission de conseil en organisation et ressources humaines

Il est proposé aux membres du Comité de valider une convention cadre de mise à disposition d'un agent avec le Centre de Gestion, portant sur une mission de conseil en organisation et ressources humaines.

L'intervention du Centre Interdépartemental de Gestion portera au choix de la Collectivité sur tout ou partie des missions suivantes : appui - conseil en organisation (organisation interne, développement de nouvelles missions...), aide à la conduite de projets (aménagement temps de travail, démarche qualité), création d'outils de gestion RH (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, analyse de la communication interne...), aide au recrutement, réalisation de bilans professionnels.

Pour le Parc, elle se déclinera essentiellement sur l'accompagnement de 2 missions, à formaliser dans une proposition du CIG :

- **Un audit RH/finances** pour dresser un état des lieux dans la perspective de la révision de la Charte
-

- **La mise en place du RIFSEEP.** Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a institué un nouveau régime indemnitaire de référence tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Ce dispositif a vocation à remplacer tous les régimes indemnitaires existants et notamment la prime de fonctions et de résultats (PFR).

La convention est signée pour une durée de 3 ans sur la base d'un tarif horaire fixé à 67 €.

Adopté à l'unanimité

26. Convention constitutive du groupement de commandes pour la dématérialisation des procédures avec le CIG

Il s'agit de renouveler la convention qui nous lie avec le CIG depuis 2011 et relative à la dématérialisation des procédures. Le Parc adhère à ce groupement de commandes pour les points suivants : « prestations de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics » et « prestations de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ».

Adopté à l'unanimité

27. Création d'un emploi à temps non permanent : animateur MAEC

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de se prononcer sur la création des emplois non permanent.

Il est proposé aux membres du Comité la création d'un emploi d'animateur pour le dispositif de MAEC. Il s'agit d'un contrat CDD de 4 mois rattaché à la mission *Agriculture* qui permettra de finaliser ce travail.

Adopté à l'unanimité

Points d'information :

Mme CABRIT rappelle que le Parc met en place sa **Charte forestière**. Dans ce cadre, il est très important de renvoyer le questionnaire qui a été adressé aux communes.

Il est demandé de le renvoyer aux délégués du Parc.

Des rendez vous peuvent être proposés en mairie avec Timothée Foucaut qui pilote la Charte forestière au Parc.

Enfin, Mme CABRIT remercie M BAVOIL d'avoir ouvert des créneaux au centre de vaccination pour les agents du Parc.

La séance est levée à 20h15.